

## L'énergie dans les relations internationales au XXe siècle.

Le XXe siècle a été celui de l'explosion de la consommation d'énergie dans le monde, et de la commercialisation du marché de l'énergie. Depuis 1900, la consommation d'énergie dans le monde a été multipliée par 9. La croissance a été de 2,3% par an jusqu'en 1950, de plus de 5% par an de 1950 à 1973, de 2,2% par an de 1973 au milieu des années 1990. Les énergies traditionnelles non marchandes (bois, eau, force humaine et animale), très dominantes au XIXe siècle encore à l'exception des villes des pays développés, ont été progressivement remplacées par des énergies "modernes", fossiles (le pétrole, le gaz) ou non (l'électricité), qu'il est impossible de produire soi-même. Bien entendu, ces énergies traditionnelles conservent un rôle notable, notamment dans l'agriculture, le chauffage domestique et la cuisine dans les pays pauvres; mais à l'échelle mondiale ce n'est plus qu'un rôle marginal. Les problèmes essentiels du XXe siècle furent donc: quel est le lien entre la consommation d'énergie et le développement? Comment s'assurer une production régulière et des réserves confortables d'énergie? Ces problèmes ont touché de très près les relations internationales, dans la mesure où dès le début du siècle les marchés des énergies fossiles étaient complètement mondialisés.

Le XIXe siècle avait été celui du charbon (il représentait encore 94% de l'énergie consommée dans les secteurs "modernes" de l'économie vers 1900), énergie que l'on trouvait en abondance en Europe et aux États-Unis, et que l'on savait extraire depuis longtemps à peu de frais, mais qui présentait l'inconvénient d'être salissante et de transport et de stockage malcommodes. Présent sur le sol des pays où on l'exploitait, il avait joué un rôle marginal dans les relations internationales, à part dans les relations franco-allemande (la Lorraine était une région charbonnière – mais le charbon était très loin d'être le seul enjeu des conflits franco-allemands!) et, dans une bien moindre mesure encore, dans les problèmes balkaniques. Le XXe siècle s'ouvrit sous les doubles auspices du pétrole et de l'électricité, énergies qui demandent un processus beaucoup plus complexe pour être produites, qui ont un coût et dont la première, au moins, n'est pas indéfiniment renouvelable.

L'industrie du pétrole est née aux États-Unis dans les années 1850 (c'est en 1859 que le colonel Drake a foré le premier puits de pétrole Pennsylvanie). Dès le départ il s'est agi d'un secteur très concurrentiel, qui a évolué rapidement vers une structure oligopolistique, dominée par les firmes des pays les plus développés et les mieux placés pour l'exploitation des gisements (les États-Unis et le Royaume-Uni essentiellement, le second à cause de la taille de son Empire colonial). Il s'agissait en effet d'une industrie fortement capitaliste, où des investissements très lourds étaient nécessaires; d'un secteur à la technologie relativement sophistiquée; d'une industrie où les risques étaient élevés notamment au stade de l'exploitation (on n'était jamais sûr de trouver du pétrole là où l'on fore – depuis la géologie a fait des progrès mais on est encore loin de la perfection); où les économies d'échelles sont considérables étant donné l'importance des coûts fixes.

Dès les années 1880 l'industrie pétrolière américaine était donc dominée par des firmes de grande taille: la plus grosse était la Standard Oil de Rockefeller, démantelée en 1911 pour cause de position monopolistique. Dès le XIXe siècle aussi, cette industrie se caractérisait par sa multinationalisation. L'industrie pétrolière américaine était exportatrice depuis les années 1870: le marché intérieur américain était bien trop étroit pour elle, les débouchés encore modestes ne remboursaient pas les investissements colossaux. Aussi elle entra en concurrence avec les firmes européennes (les Néerlandais exploitaient des gisements en Indonésie, les Britanniques en Iran, sur la Côte des Pirates (aujourd'hui les Émirats arabes unis). et au Koweït, les Français en Roumanie, les Russes sur leur propre territoire, à Bakou); aussi elle décida de prendre le contrôle direct de sources d'approvisionnement situées à l'étranger,

notamment au Mexique dans les années 1900, et au Moyen-Orient à partir de 1922. Dans les années 1920 les firmes pétrolières américaines étaient les plus importantes multinationales du monde; ce fut l'apogée du mythe de Rockefeller. Enfin ces firmes se dotent très tôt de **structures fortement intégrées**: elles maîtrisaient l'ensemble de la filière (l'exploration, l'extraction, le raffinage, la distribution) afin d'assurer leur indépendance, de réaliser des économies d'échelle, de maîtriser les prix.

Si Rockefeller était déjà milliardaire avant 1914, et si l'on sentait bien dès cette époque que l'automobile était le moyen de transport de l'avenir, **ce fut** bien sûr **la première guerre mondiale qui fit apparaître en pleine lumière le caractère stratégique des hydrocarbures**: si les industries de guerre fonctionnaient encore essentiellement au charbon, les taxis de la Marne, aussi bien que les tanks américains, fonctionnaient à l'essence... La concurrence pour les gisements de pétrole du Moyen-Orient fut l'un des aspects (mais pas le seul, loin de là) de la concurrence que se livrèrent les Alliés et les Empires centraux, puis après la victoire les Britanniques et les Français, pour le contrôle du Moyen-Orient. On peut aussi rappeler le débarquement de troupes américaines à Veracruz, au Mexique, en 1915, pour protéger leurs intérêts pétroliers du déchaînement de la guerre civile.

L'**industrie électrique**, elle, se développa sans ces excès (connue depuis le XVIIIe siècle, elle fut rendue utilisable grâce à l'invention de la dynamo par le Belge Zénobe Gramme en 1869, et à la mise au point par le Français Marcel Deprez en 1878 d'un système de transport de l'électricité sur de longues distances sans trop de pertes en ligne). L'énergie électrique est par nature beaucoup plus dispersée; on peut en produire en brûlant du charbon, mais aussi en installant des turbines sur un barrage. Il est difficile de forger de grands Empires capitalistes à partir de centrales, car elles coûtent cher et sont d'une assez faible rentabilité; quant aux barrages, ils jouent aussi un rôle important dans l'irrigation et modifient sensiblement le paysage, aussi il est rare que l'État les laisse complètement à l'initiative privée. Concrètement, les centrales appartiennent le plus souvent à des groupes charbonniers et les barrages, soit à l'État, soit à des entreprises fortes consommatrices d'électricité, comme celles de l'industrie de l'aluminium dans les vallées alpines françaises. Dans les années 1900, l'électricité commençait à éclairer les villes, à faire fonctionner les ascenseurs et les téléphones; lentement, elle remplaçait le charbon comme source d'énergie dans les secteurs et les entreprises industrielles les plus dynamiques – l'automobile notamment.

### **I) L'entre-deux-guerres (de 1920 à 1950 environ).**

Jusqu'en 1950, le charbon est resté en position dominante: à cette date il représentait 45% de la consommation mondiale (80% de celle des pays développés, colonies exclues). Mais cette position avait cessé d'être hégémonique comme elle l'était au début du siècle. Cependant une grande partie de l'industrie l'employait encore (la sidérurgie notamment) et une grande partie des énergies secondaires (gaz "manufacturé", électricité") en constituaient des sous-produits. Il alimentait également les chaudières (celles des usines, celles des locomotives) et chauffait encore une bonne partie des villes.

Mais cette situation était en train de se modifier: déjà aux États-Unis, à cette date le charbon n'entraîne plus que pour 40% dans le bilan énergétique: à cause de l'essor des automobiles, qui fonctionnaient au pétrole, et des appareils électro-ménagers, qui fonctionnaient à l'électricité. Ce n'était donc pas seulement l'effet du fait que les États-Unis sont un important producteur de pétrole: c'était lié à la modernisation de l'économie en général.

D'un point de vue géopolitique, les gisements de pétrole les plus facilement exploitables dans les conditions de l'époque étaient ceux des États-Unis, du Mexique, d'Indonésie et du Moyen-Orient (ceux de Bakou avaient disparu du marché international). Ces derniers avaient fait l'objet d'un partage colonial des plus classiques en 1918-1920, entre la France et

la Grande-Bretagne... qui s'était taillé la part du lion avec le Koweït et l'Irak (ent théorie la France avait une participation dans les pétroles de Kirkouk, au nord de l'Irak, mais elle l'abandonna à la fin des années 1920); de plus, depuis les années 1910 l'Iran était devenu un semi-protectorat britannique. Tout cela était géré par la *Anglo-Iranian Compan*, une entreprise privée.

Les compagnies américaines n'eurent pas d'autre solution que d'exploiter les failles de ce dispositif: ils s'associèrent aux Néerlandais pour l'exploitation des pétroles d'Indonésie (les Néerlandais, peu dsireux d'un tête-à-tête, s'étaient également associés aux Britanniques au seil de la Royal Dutch Shell); surtout, ils se rapprochèrent progressivement de la monarchie saoudienne, qui était parvenue à tenir hors de portée du colonisateur britannique les villes saintes, l'intérieur et la moitié occidentale de la côte nord de l'Arabie; ils prospectèrent beaucoup, en concurrence pas toujours très *fair-play* avec les Britanniques (voyez *Tintin au pays de l'or noir*), et en 1937 ils finirent par tomber sur de fabuleuses réserves, les plus importantes du monde, dans cette dernière région. Depuis cette date, l'Arabie saoudite est leur meilleure alliée dans la région (dans les années de la guerre froide, l'aide américaine passait par des manipulations comptables des bilans des compagnies pétrolières, ce qui permettait de neutraliser l'hostilité du lobby juif au Congrès). Mais entre-temps, ils avaient perdu le contrôle direct des gisements pétrolifères du Mexique, nationalisés en 1937-1938 par le président Lazaro Cardenas. Cette mesure nationaliste, qui annonçait toute une série de gestes comparables dans les années 1960 et 1970, demeura isolée. Bien entendu, le Mexique continuait à vendre son pétrole aux États-Unis; et comme les compagnies américaines avaient été convenablement indemnisées, les choses ne dégénéchèrent pas malgré pas mal de gesticulation de part et d'autre.

La France fut le seul pays développer à choisir, dès le début, l'étatisation de l'industrie des hydrocarbures. En 1924, ce fut la création de la Compagnie française des Pétroles, firme dont l'État d'était attribué 35% du capital, afin officiellement d'éviter toute prise de contrôle de la Shell, de la Standard Oil britannique ou des grandes compagnies américaines (du reste, à partir de 1928 l'activité des entreprises pétrolières en France fut sévèrement règlementée). La C.F.P. exploitait au départ le gisement de Mossoul en Irak et les pétroles de Roumanie.

La deuxième guerre mondiale confirma l'importance stratégique des gisements pétroliers: les Allemands, qui en manquaient, avaient beau eu faire des stocks énormes et inventer divers *ersatz*, s'épuisèrent en U.R.S.S. à essayer d'atteindre Bakou (ils arivèrent quand même jusqu'au Caucase) et échouèrent à provoquer des révoltes antocolonialistes (et antisémites) dans le monde arabe – mais il y eut quand même un coup d'État pro-nazi en Irak en 1941, qui provoqua une intervention britannique, prélude au débarquement américain en Afrique du nord l'année suivante, tandis qu'à tout hasard l'U.R.S.S. occupait le nord de l'Iran – il lui fallut presque un an pour en déguerpir après la fin du conflit, ce fut l'une des crises qui annoncèrent la guerre froide. Les Japonais, en revanche, parvinrent à mettre la main sur l'Indonésie, mais cela ne leur permit pas de l'emporter.

Surtout, la deuxième guerre mondiale marqua l'apparition d'une seconde énergie hautement stratégique: le nucléaire... À vrai dire, on ne savait pas encore l'utiliser au début du conflit, mais deux des quatre grands belligérants avaient des programmes nucléaires en cours. Comme les Allemands avaient choisi d'explorer la filière de l'eau lourde, il y eut au début du conflit, en 1940, une bataille pour le contrôle des principaux gisements de cet isotope, en Scandinavie; les Allemands l'emportèrent haut la main, mais la filière de l'eau lourde se révéla une impasse. Les Américains, qui avaient toutes les matires premières nécessaires sur leur territoire, terminèrent leur programme en temps voulu, en juillet 1945, ce qui leur permit d'abrèger d'au moins deux ans la guerre en Asie. Ce ne fut qu'après, à la fin des années 1940, qu'on se mit à songer sérieusement aux applications pacifiques du nucléaire, pour la production d'électricité.

## II-Les Trente Glorieuses (vers 1950-vers 1973).

Pendant les Trente Glorieuses, la consommation d'énergie augmenta en gros au même rythme que l'activité économique. On pensait que ce rapport était constant, qu'il existait "une corrélation entre le revenu national et la consommation d'énergie par personne", "une invariance du rapport de la consommation d'énergie d'une collectivité à son revenu". Ces idées étaient corroborées par des études qui portaient non seulement sur les années 1950-1960, mais aussi sur les années 1920-1950 (la crise, la guerre, la reconstruction). Cependant, certains économistes faisaient remarquer que la consommation d'énergie ne suit pas tout à fait le rythme de la croissance économique (certaines innovations permettent d'économiser l'énergie), et surtout que pour des pays à niveau de vie assez proches les situations peuvent être très différentes. Ces économistes, sans nier que la croissance économique fût corrélée à l'essor de la consommation énergétique, introduisaient des "coefficients d'élasticité-produit" très variables: en gros, cela correspond à l'idée qu'il y a des croissances, et même des cultures plus gourmandes en énergie que d'autres. Le tableau de détail auquel ils aboutissaient était fort complexe: y intervenaient aussi le type de développement choisi (rôle de l'industrie lourde, des transports); le prix relatif de l'énergie, et en particulier sa disponibilité. Mais à cette époque on ne prenait pas en compte le prix de l'énergie, car il était bas et à peu près constant (en fait, il avait même tendance à baisser); on ne se posait pas le problème de la plus ou moins bonne utilisation des ressources énergétiques dans la mesure où elles paraissaient à la fois inépuisables et presque gratuites. On ne considérait l'intensité énergétique d'une économie que sous l'angle des rapports entre la consommation d'énergie et le P.I.B., et non sous l'angle des rapports énergie produite/énergie effectivement utilisée/rythme de croissance.

De 1950 à 1973, on assista, dans la ligne des évolutions qui s'étaient dessinées dans l'entre-deux-guerres, au triomphe des hydrocarbures. Dans cette période, la consommation mondiale de pétrole fut multipliée par 5, celle de gaz par 6,3. C'était l'effet de la diffusion, dans les pays développés, des innovations qui avaient eu lieu aux États-Unis dans la période précédente. Dans les pays de l'O.C.D.E., la consommation d'énergie par habitant fit plus que doubler (grâce à la démocratisation de l'automobile, à un meilleur chauffage des maisons et des locaux professionnels, à l'équipement des foyers en matériel électrique; mais aussi à l'essor de l'industrie chimique, grosse consommatrice d'énergie). Le charbon recula, passant de 40% à 17% du bilan énergétique aux États-Unis, de 80% à 20% dans le reste de l'O.C.D.E. Si l'on prenait en compte la consommation finale, la part de l'électricité croissait aussi; mais cette énergie était en partie un sous-produit du pétrole et du gaz (de plus en plus de centrales électriques fonctionnaient aux hydrocarbures).

Les évolutions furent moins marquées dans le reste du monde. Dans les pays du bloc communiste, la consommation d'énergie par habitant fut multipliée par 4, du fait d'une industrialisation très rapide mais aussi très gourmande en énergie (à cause de la prépondérance de l'industrie lourde... et des gaspillages en tous genres). La production de charbon continua à augmenter dans les années 1950 (de 6 à 7% par an selon les statistiques de l'époque); les hydrocarbures ne prirent le dessus que dans les années 1960 et continuèrent à occuper une place inférieure à celle qu'ils occupent dans les pays développés capitalistes. Dans le tiers-monde, le démarrage économique provoqua une explosion de la consommation d'énergie non animale (sauf en Inde et en Chine où les ressources en énergie humaine semblaient alors inépuisables). Il s'agissait essentiellement de pétrole: la consommation de pétrole par habitant fut multipliée par 10 en Afrique et au Moyen-Orient, par 9,5 en Asie du Sud-est, par 4,8 en Amérique latine - il est vrai que les chiffres de départ étaient extrêmement bas.

Cette situation était favorisée par les prix peu élevés du pétrole, prix fixés par les consommateurs, et, plus concrètement, par les grandes compagnies pétrolières occidentales (les "majors") qui dominaient le marché. En effet, de 1945 au début des années 1970, la structure oligopolistique de l'industrie pétrolière se trouva en quelque sorte officialisée par la domination désormais non conflictuelle, voire même franchement cartellistique, de sept compagnies: dans les années 1950 ces "sept sœurs", contrôlaient 98% des gisements de pétrole, 93% des circuits de distribution et 73% des capacités de raffinage du monde. Cinq de ces compagnies étaient américaines, issues du démantèlement de la Standard Oil de Rockefeller (Exxon, la S.O.C.A.L., Mobil); ou nées dans les années 1920 à l'occasion de la mise en exploitation de nouveaux gisements (la Gulf Oil, Texaco). Deux étaient européennes: la Royal Dutch Shell et British Petroleum, créées à l'origine pour exploiter les gisements des Empires coloniaux ou des zones d'influence respectives.

Les "sept sœurs" s'entendaient pour répartir les quotas de production entre les différents États producteurs. Les concurrents potentiels devaient affronter de très sérieux obstacles dont certaines étaient naturelles (la maîtrise d'une technologie de production sophistiquée, la mobilisation d'importants capitaux, le risque, l'accès au pétrole brut) mais d'autres étaient suscitées artificiellement par les "majors": comme elles contrôlaient toute la filière, elle se débrouillaient pour que dans leurs bilans le prix de la matière première apparût relativement élevé (donc elles ne faisaient presque pas apparaître de profits aux étapes suivantes de la filière), ce qui permettait d'imposer des coûts prohibitifs aux compagnies indépendantes qui veulent se lancer dans le raffinage; cela présentait aussi des avantages du point de vue fiscal (les compagnies américaines, notamment, avaient le droit de déduire de leur revenu imposable une provision "de reconstitution de gisement" proportionnelle au revenu brut provenant de la production pétrolière). Enfin les majors verrouillaient les "concessions" que leur accordaient les pays producteurs, et qu'elles se faisaient attribuer les plus étendues possibles.

Les majors unifièrent le marché mondial du pétrole (les pays communistes mis à part) en unifiant les prix. Les accords passés entre elles permirent d'éliminer les différences de prix entre les différentes zones de production, où les conditions étaient pourtant très différentes; et, en particulier, d'assurer la compétitivité du brut américain en renchérissant artificiellement celui du pétrole venant des autres zones de production. En effet à partir de 1946 les États-Unis devinrent importateurs nets de pétrole: il fallut protéger le marché intérieur de la concurrence de pétroles moins chers en provenance notamment du Moyen-Orient où les coûts de production étaient bien moins élevés (en moyenne, dans les années 1950: 0,23 dollar par baril dans la future zone O.P.E.P., contre 1,01 dollar par baril aux États-Unis); et la différence s'accrut dans les années 1960 et au début des années 1970. Dans les années 1940, la France avait encore intérêt à se fournir en pétrole américain; mais, la différence entre les coûts de production des deux zones s'accroissant, au début des années 1970 même la côte ouest des États-Unis recevait le pétrole du Moyen-Orient au même prix que celui du golfe du Mexique.

Dans les années 1930 les prix du pétrole étaient carrément fixés en fonction des prix de la production du golfe du Mexique, la zone du monde où les prix étaient les plus élevés (c'était le système "Gulf-plus"). En 1944, sous la pression notamment des Britanniques, on passe au "*double basing point system*": on reconnut deux zones de référence pour les prix (le golfe du Mexique et le golfe Persique).

Dans ce système, les pays producteurs ne contrôlaient ni les quantités produites, ni le niveau des exportations, ni celui des prix; ils se contentaient de toucher l'argent que les compagnies voulaient bien leur verser. Le système était celui des concessions (il avait été inventé en Iran en 1901): à l'origine elle couvraient des régions entières et étaient concédées pour des périodes très longues (en Iran, la première couvrait 75% du territoire et était prévue pour durer 60 ans!). Les compagnies

recevaient des droits d'exploitation exclusifs sur les régions soumises à concession, un véritable transfert de souveraineté en échange d'une redevance (*royalty*) censée dédommager l'épuisement du gisement: en principe, 12,5% du prix "affiché" (établi, avant mise sur le marché, par les compagnies) jusqu'en 1974, 20% du prix du marché depuis. Les pays producteurs levaient aussi un impôt sur le bénéfice des compagnies (minime au départ, mais dès 1948 le Venezuela obtient *fifty-fifty*, et cette répartition se généralisa au Moyen-Orient dans les années 1950 – dans les pays de l'O.P.E.P. le taux d'imposition passa à 85% en 1974!

L'**O.P.E.P.** vit le jour en septembre 1960. Elle avait cinq membres à sa fondation, treize en 1973: le Venezuela, l'Arabie saoudite, l'Iran, l'Irak, le Koweït (les fondateurs); le Qatar, le Lybie, l'Indonésie, les E.A.U., l'Algérie, le Nigéria, l'Équateur, le Gabon. Son autorité suprême est constituée par une Conférence ministérielle, composée de représentants des pays membres, qui se réunit deux fois par an et prend ses décisions à l'unanimité. Elle désigne un Conseil des Gouverneurs, chargé de l'exécution de ses décisions et du budget, et un secrétariat. Dans les années 1960, elle n'était pas très active: elle réclamait essentiellement une stabilisation des prix, afin d'assurer à ses membres un revenu stable. Elle obtint des aménagements fiscaux et un ralentissement de la baisse des prix du brut (ils cessèrent de diminuer en dollars constants après 1960: ils demeurèrent à 1,8 dollar par baril – ce qui signifie qu'avec l'inflation ils baissaient quand même, ce qui était normal vu qu'on découvrait sans cesse de nouveaux gisements: les ressources prouvées doublèrent dans les années 1960). Mais chacun des pays producteurs agissait isolément pour améliorer les dispositions fiscales du régime des concessions et pour réclamer des quotas de production plus élevés. Ils se concurrençaient donc dans les négociations avec les "majors" (notamment l'Iran et l'Arabie Saoudite) d'autant qu'avec les décolonisations apparaissent régulièrement de nouveaux producteurs avec des besoins financiers pressants, comme l'Algérie (ou la France avait trouvé du pétrole et du gaz dans les années 1950), et le Nigéria.

Il y eut peu d'épisodes proprement politiques liés au pétrole, à part l'épisode Mossadegh en Iran en 1951-1952: la guerre froide gelait tout, y compris la compétition entre capitalistes pour les gisements, et l'U.R.S.S. n'était par encore assez puissante dans le Tiers-Monde pour réellement inquiéter l'Occident sur ce point: les pays qu'elle parvint à attirer dans son camp à cette époque dans le monde arabe (l'Égypte, le Yémen du sud, la Syrie) étaient pauvres en pétrole; il est vrai qu'ils faisaient peser des menaces sur les routes d'approvisionnement de l'Occident, le problème du canal de Suez notamment fut lancinant jusqu'à sa fermeture en 1967, à la suite de la guerre des Six jours.

Le nucléaire était toujours une industrie avant tout militaire; les différents programmes de centrales nucléaires civiles mis en place dans les principaux pays développés dans les années 1950 avaient avant tout pour but de rentabiliser un peu les énormes dépenses provoquées par les programmes militaires, mais ils n'étaient absolument pas rentables dans une période où les hydrocarbures étaient bon marché et où l'Occident n'avait pas de problèmes d'approvisionnement. Dans ces conditions, le caractère stratégique du nucléaire était moins accentué qu'il ne le devint par la suite, même si dans les années 1960 la France tenta de développer sa propre technologie pour éviter de trop dépendre des États-Unis; mais ce fut un échec.

### **III-La dégradation du marché et le "grand jeu" énergétique des années 1970.**

En réalité, dès les années 1950 de nouveaux facteurs étaient venus perturber le schéma dessiné par les "sept sœurs". Certains pays européens importateurs de pétrole, souhaitant se libérer de l'emprise des majors, mirent en place des entreprises publiques pour assurer leur indépendance énergétique: l'Italie suivit l'exemple français en créant l'E.N.I. en 1953. Grâce à leurs appuis politiques, ces compagnies publiques parvenaient à négocier avec certains pays producteurs un accès direct au pétrole brut.

D'autre part, il apparut malgré tout aux États-Unis des firmes indépendantes, les "minors" (plus de 300 de 1953 à 1972): la plus connue en France, à cause d'une grave marée noire provoquée par l'un de ces pétroliers sur les côtes bretonnes en 1979, est Amoco. Elles s'internationalisèrent à leur tour, encouragées par le gouvernement américain qui freinait au maximum la mise en exploitation des ressources du territoire des États-Unis. Elles parviennent à s'implanter au Nigéria, en Arabie saoudite et au Koweït, et surtout en Lybie où elles extrayaient la plus grande partie du pétrole produit dans ce pays.

Enfin certains pays producteurs tentèrent de prendre le contrôle de leur industrie pétrolière: en Iran, Mossadegh y échoua en 1951-1952, mais après 1960, avec la multiplication dans le tiers-monde d'États nouvellement indépendants d'orientation socialiste et surtout très nationalistes, la situation devint incontrôlable pour les Occidentaux. Ainsi l'Algérie nationalisa les compagnies pétrolières françaises à l'indépendance (mais pas les autres, jusqu'en 1973). Dans d'autres pays les choses se passèrent davantage en douceur, par le biais de prises de participations, de révisions des concessions et de créations de compagnies nationales pour concurrencer les étrangères, avec un coup de pouce politique si nécessaire. En 1970, les compagnies d'État des pays producteurs contrôlaient déjà 8,4% des gisements mis en exploitation (hors États-Unis et pays socialistes). Surtout les pays producteurs devenaient de plus en plus durs dans les négociations, ils jouaient les "minors" contre les "majors" (les "minors", pour s'implanter sur des marchés très encombrés, étaient obligées de consentir des conditions fiscales beaucoup plus avantageuses). Le système de la concession céda peu à peu la place, pour les nouveaux gisements tout au moins, à des formules de contrat d'association ou de service. Les majors perdaient donc des parts de marché, même si leur production continuait à augmenter.

Sur ces entrefaites, une suite d'événements politiques vint bouleverser la scène: la fermeture du canal de Suez en 1967; le conflit biafraïse, qui entraîna la fermeture des champs pétroliers nigériens; de plus, le rythme de découverte de nouveaux gisements se ralentit. Au tout début des années 1970, la pénurie de pétrole menaçait (et aussi la pénurie de supertankers, très demandés depuis la fermeture du Canal). Ce contexte était très favorable aux producteurs nord-africains, plus proches de l'Europe: en 1970 le colonel Kadhafi, arrivé au pouvoir en Lybie l'année précédente, commença à réclamer aux compagnies concessionnaires une majoration du prix affiché. Les minors, en position de faiblesse car certaines n'avaient de gisements qu'en Lybie, cédèrent. Les autres pays producteurs suivirent l'exemple lybien: de premiers accords de hausse des prix furent signés en 1971 (les accords Téhéran-Tripoli), puis la dépréciation du dollar entraîna de nouveaux accords en 1972 (on indexa les prix non plus sur le billet vert, mais sur un panier de monnaies des pays industrialisés). Dans les deux cas ce fut l'O.P.E.P. qui négocia au nom des pays producteurs: elle prit ainsi conscience de sa force. Et ce fut l'embargo décidé par solidarité avec les Arabes juste après la guerre du Kippour, puis le coup de force de la réunion de Koweït City en octobre 73: l'O.P.E.P. décida unilatéralement une majoration de 70% des prix affichés, suivie d'une autre majoration, de 170%, en décembre. En théorie les prix étaient désormais fixés par le marché (on parlait de prix "spot"), en fait ils l'étaient par l'O.P.E.P., car le marché "spot" proprement dit était encore très réduit; du reste la fixation des prix de ses producteurs par l'O.P.E.P. devint officielle en 1976.

Après le choc pétrolier de 1973 (mais en fait le processus avait commencé dès la fin des années 1960: ce n'est qu'à cause de cette évolution que les pays de l'O.P.E.P. ont pu imposer aussi facilement leur volonté en 1973), la structure du marché mise en place par les Majors se désintégra rapidement. Les pays producteurs prirent successivement le contrôle de la fiscalité, des gisements, des débouchés et des quantités exportées. Les nationalisations, parfois sous la forme d'un rachat à l'amiable des actifs des compagnies pétrolières opérant sur le territoire, se multiplièrent (en Irak en 1972-1973; au Koweït en 1977; en Lybie en 1974; au Qatar en 1976;

au Nigéria en 1979; au Venezuela en 1976; et même en Arabie saoudite en 1980!) ainsi que les prises de participation majoritaires, souvent forcées, correspondant à des nationalisations partielles (en Indonésie, à 85%, en 1976; en Équateur, à 62,5%, en 1977) ou des renégociations des accords passés (en Iran, en 1973). En 1980 les compagnies nationales contrôlaient 70% des gisements... Les compagnies occidentales subsistantes étaient obligées de racheter aux États producteurs une partie du pétrole que ceux-ci se réservaient (le "brut de participation", par opposition au "brut de production"). Le pétrole non racheté par les compagnies était mis sur le marché directement par les pays producteurs: elle était de plus en plus importante. La part de la production de l'O.P.E.P. mise sur le marché par les compagnies internationales, brut de participation compris, passa de 93% (en 1973) à 50% (en 1980).

Tous ces phénomènes se produisaient dans le contexte global d'une crise politique du leadership américain, et semblaient annoncer l'avènement d'un monde multipolaire où chaque pays aurait été maître de ses ressources (à la même époque, les politiques d'autosuffisance alimentaire semblaient sur la voie du succès dans le Tiers-Monde; ce furent les grandes années de la "révolution verte"...).

Dans les années 1970, le prix du pétrole passa de 2,90 dollar par baril (en 1973) à 11,65 dollars par baril (en 1974), 18 dollars par baril (en 1979), 34,1 dollars par baril (en 1982). Il y eut un palier relatif en 1974-1978, puis une nouvelle hausse brutale en 1979-1981, provoquée par la pénurie de pétrole due à la révolution iranienne et à la diminution de la production saoudienne.

Le choc pétrolier de 1973 marqua une inflexion notable de la consommation mondiale d'énergie: elle ne s'accroissait plus qu'à un rythme bien plus modéré qu'auparavant; elle diminua même en 1974-1975, et de nouveau entre 1980 et 1983. Dans les pays de l'O.C.D.E., depuis 1973 la consommation d'énergie n'a augmenté que de moins de 1% par an, beaucoup moins vite que le P.I.B., et cette tendance s'est confirmée après le contre-choc pétrolier des années 1980. Cependant, dans ces pays la consommation industrielle s'est ralentie plus vite, du fait des économies d'énergie et des reconversions, que celle des particuliers, dont la consommation finale a peu diminué (mais dans ce secteur des substitutions massives au pétrole ont eu lieu), et surtout que celle des transports, qui représentent le seul secteur de l'économie dont la demande énergétique s'est accru sensiblement: entre 1970 et 1985 ce secteur est passé de 41% à 56% de la consommation finale de pétrole des pays de l'O.C.D.E. [un tiers de ce pétrole est consommé aux États-Unis], car le pétrole représente encore 99% de l'énergie utilisée dans les transports. Du fait de ces évolutions, l'O.C.D.E., qui consommait 62% de l'énergie mondiale en 1973, n'en consomme plus actuellement que 49%. De plus, la part du pétrole a baissé dans le bilan énergétique des pays de l'O.C.D.E.: de 57% à 42% aux États-Unis, de 60 à 45% en Europe occidentale, de 67% à 47% au Japon. Dans ces trois régions ou pays on a assisté à un développement du nucléaire; au Japon et aux États-Unis on a assisté aussi à un certain retour du charbon, en Europe à un développement du recours au gaz naturel. Je développerai plus bas certains de ces points.

En revanche dans les pays en voie de développement la consommation d'énergie a continué à croître rapidement, surtout dans les pays producteurs de pétrole, en Chine et en Asie du sud-est (une région traditionnellement forte consommatrice d'énergie humaine). En Afrique et en Amérique latine la consommation a augmenté moins vite, parce que le développement économique a été plus lent. Dans le tiers-monde le pétrole reste l'énergie prédominante. Dans les pays communistes enfin la consommation d'énergie a continué d'augmenter rapidement (de 2,6% par an dans les années 1970 -80) et la structure du bilan énergétique a peu évolué, en l'absence d'un marché de l'énergie et d'innovations dans le domaine industriel ou de la consommation. Le charbon y a gardé une place importante, qui faisait de la Chine, en 1988, le premier producteur mondial de houille (l'U.R.S.S. venait en troisième position). Depuis 1990, la



consommation énergétique de ces pays s'est effondrée; mais moins vite que la production, ce qui prouve que les problèmes de gaspillage ne sont pas en passe d'être résolus.

Du point de vue des mentalités, depuis 1973 le lien univoque entre énergie et croissance a été remis en cause. Les chocs pétroliers ont entraîné en Occident la prise en considération d'un autre type d'élasticité, l'élasticité-prix, opposée à l'élasticité-produit. L'élasticité-prix joue, par exemple, lorsqu'il y a modification des modes de consommation, renouvellement des équipements, adoptions de nouvelles techniques pour faire face à une variation du prix (absolu) de l'énergie. Bref, à partir des années 1970 on constate, ce qui est nouveau, que les mouvements de la consommation d'énergie sont liés à la fois à l'activité économique (au stade et au type de développement), aux prix de l'énergie, et à une "tendance autonome de long terme", mal appréhendée.

Le problème de base que l'on se pose dans le monde occidental développé à partir de la crise des années 1970 est celui de l'intensité énergétique des économies, en y intégrant désormais le coût de production de l'énergie. Il était normal que cette prise de conscience eût lieu à partir du moment où les prix de l'énergie s'élevèrent et surtout devinrent à peu près imprévisibles même à court terme; où l'énergie devint un élément non négligeable de la valeur finale des produits. Il fallut se poser la question de l'utilisation plus ou moins efficace des sources d'énergie disponibles. Par exemple, on mit l'accent sur le fait que la consommation d'énergie par tête est beaucoup plus élevée aux Etats-Unis que dans les autres pays développés de niveau de vie comparable (la France avait le rapport le plus bas): on fit le lien entre cette particularité et le fait que les États-Unis furent plus rapidement et plus violemment touchés par la crise que la plupart des autres pays développés. En revanche, on remarqua que les intensités énergétiques relatives des économies des pays industrialisés étaient restées stables en gros pendant toute la période d'avant la crise; l'écart s'était même resserré depuis le XIXe siècle. En gros, toutes les économies développées étaient de moins en moins intensives en énergie, sauf celle de l'Italie, pays tardivement industrialisé... et bien sûr celles des pays communistes, où la notion d'intensité énergétique n'avait jamais pénétré. En somme, l'idée dominante depuis les années 1970 est qu'en régime économique libéral, la croissance, en ralentissant après la fin du *take-off*, devient de plus en plus extensive en énergie. En revanche, elle était de plus en plus intensive en U.R.S.S., du fait de la dégradation de la productivité, et dans les pays en voie de développement car le *take-off* est la période où l'économie est la plus gourmande en énergie.

On en a déduit logiquement que la croissance d'un pays moderne est d'autant plus harmonieuse qu'elle est relativement peu gourmande en énergie, à productivité égale: c'était un retournement complet de point de vue par rapport aux années d'avant la crise.

Mais la domination du marché par l'O.P.E.P., et surtout par des pays alors plus ou moins hostiles à l'Occident, a eu des effets pervers. Pour les pays concernés. d'abord, confiants dans le fait que les prix des hydrocarbures allaient indéfiniment augmenter, ils se sont enfermés dans des logiques de rente, comptant sur l'argent du pétrole et du gaz pour financer l'ensemble du développement économique ou, dans les pires cas, renonçant à tout développement économique et important à grand prix l'ensemble des produits de consommation (l'Algérie représente un bon exemple du premier de ces cas; le Venezuela, du second). Dans certains pays de l'O.P.E.P., on ne prit même pas soin de gérer correctement les champs pétrolifères: au Nigéria, pays très corrompu d'où certaines compagnies ont préféré se désengager – sauf de l'*off shore* –, la production de pétrole a diminué de 50% de 1979 à 1985.

Surtout, les Occidentaux et les compagnies pétrolières ne demeurèrent pas sans réaction. Les pays occidentaux ne se contentèrent pas d'encourager leurs populations et leurs usines à consommer moins d'énergie (à vrai dire,

les résultats essentiels en la matière furent dûs à la crise économique provoquée par la hausse des prix du pétrole!) mirent en exploitation des gisements d'hydrocarbures non rentables dans les conditions de prix des années 1960, mais que les chocs pétroliers des années 1970 rendaient rentables, notamment au Texas, en Alaska et en mer du Nord: de ce fait, en 1982 la production de pétrole du monde occidental dépassa celle de l'O.P.E.P. Les compagnies pétrolières, dont les chocs pétroliers avaient eu l'effet inattendu de rétablir la rentabilité, se désengagèrent du Moyen-Orient pour se tourner vers des zones de production plus sûres; de ce fait, l'O.P.E.P. vit sa part dans la production mondiale de pétrole diminuer (des deux tiers en 1973 à un tiers en 1984). Symétriquement, la part du marché "spot" augmentait continûment (il représentait 20% des transactions pétrolières internationales en 1981).

Enfin, l'aubaine étant intéressante, les petits et moyens producteurs se multipliaient. Le Mexique, qui n'a jamais fait partie de l'O.P.E.P., extrayait 5% des hydrocarbures mondiales en 1982, autant que la mer du Nord. Parmi les petits producteurs apparus dans les années 1970, qui n'exportent pas forcément mais dépendent beaucoup moins du marché, on peut citer le Royaume-Uni, l'Égypte, la Malaisie, le Norvège, le Brésil, la Chine. Évidemment ces "No.P.E.P.", comme on les appelle parfois, n'avaient aucun intérêt à se rapprocher de l'O.P.E.P. dont la politique malthusienne (imposer des quotas de production pour maintenir des prix élevés) ne leur convenait pas: le Mexique, par exemple, avait dû se déclarer en faillite en 1982, il avait un cruel besoin de liquidités. Bref, le spectre de la pénurie, agité par les médias dans les années 1970, s'éloignait à grande vitesse.

Ce phénomène de multiplication des pays producteurs d'hydrocarbures s'est poursuivi après le contre-choc pétrolier, car grâce aux gros efforts de recherche-développement consentis dans les années 1970 les méthodes de prospection et d'extraction ont progressé très rapidement: c'est ainsi qu'en 1990 on a découvert en Colombie un gros gisement, à Cusiana, qui a permis à ce pays de gagner les rangs des producteurs non négligeables.

Tous ces facteurs faisaient que la capacité de l'O.P.E.P. à maîtriser le marché mondial fondait à vue d'œil: fin 1981, les prix du marché "spot" devinrent plus bas que ceux de l'O.P.E.P. À l'intérieur même de l'O.P.E.P., il était de plus en plus évident qu'il y avait des intérêts divergents à long terme entre les pays à réserves abondantes et à faible population, soucieux d'une gestion "de père de famille" de leurs gisements, et les autres (qui avaient des besoins financiers plus pressants et donc poussaient à une production massive, quitte à faire baisser les prix et à épuiser leurs gisements); d'autres différences jouaient aussi entre pays purement rentiers et pays à économie plus diversifiée.

#### IV-Les contre-choc pétrolier et ses conséquences (depuis 1982).

Cependant, de nouveau ce furent des facteurs politiques qui précipitèrent l'évolution: l'O.P.E.P. fut incapable de conserver sa cohésion face à un conflit armé qui opposait deux de ses principaux membres, la guerre Iran-Irak (1979-1987). Les deux pays, qui manquaient d'argent pour financer la tuerie, se mirent à vendre du pétrole hors quota, à la grande fureur de l'Arabie saoudite; le Koweït leur emboîta le pas. Certains de ces pays déversaient leur pétrole sur le marché spot; d'autres maquillaient le dépassement de leurs quotas en contrats de troc (contre des armes, contre une restructuration de leur dette). Les compagnies étrangères en profitèrent pour renégocier leurs contrats dans un sens plus favorable (ils couraient désormais à beaucoup plus court terme, ce qui privait les producteurs de toute sécurité). Finalement, en 1985, l'O.P.E.P. ne parvint plus à s'entendre sur le prix de l'*Arabian Light*, le pétrole de référence au Moyen-Orient: désormais la production de l'O.P.E.P. s'aligna sur les prix du marché spot. En décembre 1985, l'Arabie saoudite, mécontente du manque de solidarité de ses partenaires, décida alors, pour leur donner une

leçon, de dépasser ses quotas et d'inonder le marché, ce qui aboutit au **contre-choc pétrolier de 1986** - le pétrole, dont le prix avait déjà diminué de moitié depuis 1981, retomba (en dollars courants, c'est-à-dire une fois l'inflation défalquée) à son cours des années 1960. Seul le soutien discret de la Norvège, inquiète à son tour, permit d'arrêter la chute des cours. L'O.P.E.P. y gagna un regain de parts de marché (elle revint à 40% du marché mondial à la fin des années 1980).

Depuis, l'O.P.E.P. a renoncé à contrôler les prix et a le plus grand mal à imposer des quotas à ses membres. Depuis la guerre du Golfe en 1991, elle a perdu ses dernières "illusions impériales": les pays producteurs du Golfe savent que malgré leur poids économique ils ne sont rien sans la protection des États-Unis... et depuis 1988-1989 le chantage au passage dans le camp soviétique, qui a longtemps été la vraie rente de pas mal de pays du tiers-monde, n'est plus possible. Elle a perdu toute initiative et le pétrole a rejoint le lot commun des matières premières, dont les prix sont fixés par les consommateurs et pas par les producteurs. En 1989, 95% des flux de pétrole transitaient dans le cadre de contrats portant sur un prix "spot", y compris ceux à long terme. Jusqu'en 1993, en partie à cause de la récession économique dans les pays consommateurs, et du fait aussi des difficultés économiques de nombreux producteurs qui les poussaient à produire beaucoup et à vendre à des prix peu élevés, les prix du pétrole ont continué à diminuer lentement, mise à part une brève flambée au moment de la guerre du Golfe, et ce malgré le retrait forcé du marché mondial de l'Irak (à cause des sanctions de l'O.N.U.), et les difficultés du raccordement de l'ex-U.R.S.S. au marché mondial.

**Mais il n'y a pas eu reconstitution d'un pôle oligopolistique** comparable aux "sept sœurs" des années 1950, et une telle reconstitution paraît impossible: cela rend le marché pétrolier extrêmement volatil et complexe, du fait de la multiplicité croissante d'acteurs qui y interviennent. Bref, on n'est pas à l'abri de nouvelles surprises.

Le contre-choc n'a pas empêché les compagnies pétrolières de rencontrer des problèmes: les nouveaux gisements sont de plus faible teneur et de taille plus réduite que ceux exploités dans les années 1950-1960 (la durée de vie des gisements américains est passée de 11,4 ans en 1972 à 8,9 ans en 1984); donc les niveaux de réserves sont restés faibles, ce qui oblige les grandes compagnies à recourir au marché mondial ("spot") pour alimenter leurs raffineries; de plus, la concurrence est rude pour le contrôle des réserves, cela s'est traduit par des O.P.A. spectaculaires dans le début des années 1980 (on rachetait une compagnie concurrente pour récupérer les réserves sur lesquelles elle avait pris des options: ce fut ainsi que Texaco racheta la Getty Oil en 1983; surtout en 1984 la Gulf Oil a été rachetée par la Standard Oil of California: depuis, il n'y a plus que six "majors").

Les groupes pétroliers ont également tenté une diversification: dans les autres secteurs énergétiques d'abord, en particulier dans le charbon et dans le nucléaire (les pétroliers contrôlent 30% de la production de charbon, et 28% de l'extraction d'uranium sur le territoire des États-Unis) - il s'agissait même au départ d'une volonté de reconversion, car les réserves de pétrole étaient censées être proches de s'épuiser, et le pétrole était censé devoir cesser à très court terme d'être l'énergie-reine. Mais cette diversification/reconversion eut lieu aussi dans les secteurs les plus variés: ainsi B.P. a racheté une compagnie de métaux non ferreux, Exxon une compagnie de fabrication de matériel électrique et aussi des entreprises de bureautique, de chimie, de mécanique, des compagnies d'assurances; Mobil s'est diversifiée dans les conteneurs; une autre compagnie américaine s'est diversifiée dans le cuivre, en rachetant Anaconda. Les diversifications dans le secteur minier ont été des fiascos vu la baisse des cours des matières premières dans les années 1980; dans les autres secteurs (l'hôtellerie, le cinéma, la construction), les stratégies semblent avoir été hasardeuses et peu rentables: ces actifs très divers ont été revendus après le second choc pétrolier: les années 1986-1995 ont été des années de recentrage, de "déconglomération".

### Note sur le charbon.

Pour le charbon les évolutions ont été moins spectaculaires; d'abord parce que sa part dans le bilan énergétique des pays développés est en repli et que c'est un produit moins "stratégique" que le pétrole (il ne fournit l'énergie ni des voitures particulières, ni des véhicules de guerres; il est transporté en quantité moins impressionnantes et pollue moins en cas d'accident); ensuite parce que le principal consommateur a toujours été un important producteur (les États-Unis) et que donc une partie notable du marché charbonnier est en fait intra-étatsunien. Il faut d'ailleurs noter que la part du charbon qui franchit les frontières du pays producteur n'a cessé de baisser jusqu'à la fin des années 1950, avant de recommencer à augmenter dans les années 1960, essentiellement à cause du développement de la sidérurgie japonaise et secondairement de la sidérurgie européenne "au bord de l'eau". La progression continue mais plus lentement dans les années 1970, concernant seulement l'Asie du sud-est, L'Amérique latine (Brésil) et le bassin méditerranéen (Turquie, Algérie, Egypte); alors que les flux intra-européens se sont effondrés. Actuellement 11% de la production mondiale de charbon est exportée, dont 9,1% par la voie maritime. C'est beaucoup moins qu'en 1913 (25%) et évidemment c'est la différence essentielle avec le pétrole.

Il n'y a pas non plus d'oligopole ni de cartel du commerce international du charbon; certains pays occidentaux avaient bien nationalisé leurs charbonnages dans l'immédiat après-guerre (la France, le Royaume-Uni) mais la part de la production nationale dans la consommation de charbon de ces pays s'est effondrée. Environ 70 firmes contrôlent actuellement les trois quarts des volumes traités sur le marché; la moitié s'occupe d'exportation et la moitié d'importations.

L'exportation charbonnière était dominée jusqu'en 1973 par des compagnies américaines, et, à un moindre degré, australiennes et canadiennes (au total, 45 des 60 premières firmes exportatrices). Le reste est réparti entre l'Europe occidentale, les pays communistes (U.R.S.S., Pologne, Chine) et l'Afrique du sud. 12 des 16 premières sociétés exportatrices étaient américaines; certaines étaient liés à des intérêts pétroliers, d'autres appartenait à des groupes sidérurgistes ou à des transporteurs maritimes. elles assurent 50% des exportations.

Le choc pétrolier a provoqué une multiplication des sociétés exportatrices (à capital local ou étranger) aux États-Unis, en Australie, au Canada et en Colombie (la mine de El Cerrejon, ouverte en 1985, est la première mine exportatrice mondiale), sans pour autant remettre en question le sommet de la hiérarchie (les principales firmes ont été fondées au XIXème siècle et faisaient déjà du charbon avant la seconde guerre mondiale, comme Westmoreland, Pittson, Howard Smith aux États-Unis - en revanche, souvent ce n'est qu'après 1973 qu'elles se sont lancées dans l'exportation): le nombre de sociétés exportatrices établies dans ces quatre pays a quadruplé alors que dans le reste du monde il passait de 15 à 20 seulement. Certains sont des producteurs-exportateurs qui contrôlent totalement ou partiellement une ou plusieurs mines, n'en assurent pas forcément eux-mêmes l'exploitation mais en commercialisent la production. Dans d'autres cas il s'agit de groupement de producteurs (comme la Transvaal Coal Owners Association, coalition de grands producteurs d'Afrique du Sud qui exportent directement leur production); enfin il peut s'agir de sociétés de négoce, mais elles sont relativement peu nombreuses: la plupart du temps, les compagnies commercialisent uniquement leur propre production.

Ces compagnies sont nettement moins transnationales que les compagnies pétrolières: la plus grande partie des compagnies charbonnières américaines n'exporte que du charbon américain. Cependant l'exportation charbonnière s'est de plus en plus internationalisée depuis les années 1970-1980. Certains groupes sont présents dans le capital de plusieurs sociétés, ainsi la Shell qui contrôle 6 sociétés exportatrices (dont 3 en Australie), Exxon qui en contrôle 3 (en Colombie, en Australie, au Canada),

Mitsubishi qui en contrôle 6. Mais c'est un phénomène "extérieur" à l'industrie charbonnière, lié notamment à la diversification des grands groupes pétroliers et miniers qui assureraient la moitié des exportations de charbon en 1987: les firmes proprement charbonnières, traditionnellement axées sur les marchés intérieurs, sont peu implantées à l'étranger et exportent peu. Au début des années 1990, parmi les 25 principales firmes exportatrices de charbon on comptait: 9 groupes miniers; 6 groupes pétroliers (dont Shell, B.P., Total, Exxon, Occidental), et seulement 5 producteurs indépendants (dont au moins un contrôlé à 50% par Exxon). Du reste la part des sociétés étrangères dans les exportations de charbon des différents pays exportateurs est restée faible: 15% aux États-Unis (contre pratiquement rien en 73), 30% en Afrique du sud (c'est uniquement le cas de compagnies pétrolières). En Australie et au Canada elle a même baissé des deux tiers à un tiers, à la suite de rachats d'intérêts américains dans ces eux pays. Exception: les nouveaux pays charbonniers du Tiers-Monde, comme la Colombie.

Il est frappant de constater la percée des compagnies pétrolières européennes (notamment britanniques) dans le secteur du charbon depuis 1973. C'est que les compagnies pétrolières américaines, à l'exception d'Exxon, ont concentré leurs efforts sur les gisements à ciel ouvert de l'ouest des États-Unis, qui sont très rentables en eux-mêmes mais moins compétitifs à l'exportation à cause des coûts de transport à la côte. Shell s'est également implantée aux États-Unis. Du reste, les investissements dans le charbon sont atteints par les stratégies de recentrage sur le pétrole mis en place dans les années 1980, même si elles l'ont été plus tardivement que les activités plus périphériques; en tout cas, il n'y a pas constitution d'un axe industriel pétrole-gaz-charbon-uranium; l'industrie charbonnière reste animée par une logique propre.

Les évolutions des années 1970 et 1980 se sont accompagnées d'une augmentation très forte des investissements, notamment de la part des compagnies pétrolières qui en avaient les moyens. Pourtant au début des années 1990 le charbon ne représentait plus que 12% de la production d'énergie fossile, et ne concourait que négligeablement au chiffre d'affaires des compagnies pétrolières (1% pour Shell, moins pour Exxon, 3 à 4% pour B.P.): autrement dit il y a transfert d'une partie de la rente pétrolière sur le charbon - cela, dit cela ne concerne au maximum que 10% de leurs investissements. C'est qu'au contraire de ce qui se passait avant 1973, où les compagnies grandissaient essentiellement par rachat de sociétés ou de mines existantes, depuis 1973 elles se sont essentiellement développées par mise en exploitation de nouveaux gisements, d'où des coûts énormes même si ces gisements sont pour la plupart à ciel ouvert - encore que récemment on a fait de gros progrès dans les mines souterraines (dans les Appalaches, en Australie). Il faut aussi investir dans le transport (ferroviaire, par exemple en Colombie ou aux États-Unis - ailleurs les chemins de fer sont nationalisés), dans le transport fluvial aussi; dans les ports d'exportation et d'importation, dans le transport maritime.